

Qu'il me suffise de mentionner la réduction d'impôt, pendant trois ans, aux industries nouvelles dans les régions désignées, le bonus de \$500 accordé aux acheteurs des maisons construites en hiver, la construction déjà en marche d'édifices fédéraux, ainsi que de nombreux bureaux de poste, la subvention de 100 millions de dollars à l'Office du développement économique de la région de l'Atlantique, dont 20 millions de dollars sont déjà affectés à la construction d'une centrale hydro-électrique à Mactaquac, sur la rivière Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick.

Ces mesures très généreuses vont grandement aider et aident déjà l'économie de nos régions.

Cependant, monsieur l'Orateur, quand nous avons sous les yeux l'exemple du nouveau président de la république voisine qui propose dans son premier message au Congrès américain un programme massif pour venir en aide à ses économiquement faibles, c'est à se demander s'il ne serait pas opportun de déclarer notre propre guerre contre la pauvreté, ici, dans notre pays?

Point n'est besoin de visiter les régions abandonnées des Apalaches américaines ainsi que les populations oubliées du sud des États-Unis pour découvrir le marasme, la misère et la pauvreté! La pauvreté règne dans plusieurs régions au pays: dans l'est du Québec, dans le nord du Nouveau-Brunswick et dans mon propre comté de Restigouche-Madawaska.

En général, nos cités et nos villes sont relativement prospères, mais nos gens les plus durement frappés sont ceux des campagnes qui subsistent partiellement de la forêt, de l'agriculture et de la pêche. La culture marginale ne faisant plus vivre son homme, le père de famille travaille en forêt pendant quelques mois, et, durant l'hiver, il doit se réfugier dans les bras de l'assurance-chômage ou, à défaut de timbres, s'accrocher à l'assistance sociale pour survivre durant le reste de l'année.

Les mesures économiques prises par le gouvernement depuis quelques mois aident déjà les centres urbains et semi-urbains de nos régions, mais la prospérité est très lente à pénétrer l'économie rurale. Il faudrait intensifier notre guerre contre la pauvreté pour que tous nos gens participent le plus rapidement possible au développement de la nation. Il faudrait surtout trouver des solutions à long terme. Il faudrait que l'ouvrier obtienne un emploi permanent, que le cultivateur trouve un marché pour ses produits. En d'autres mots, nos pères de famille et nos jeunes gens réclament le privilège de gagner leur pain à la sueur de leur front sans être toujours obligés de retourner à l'assurance-chômage ou

l'assistance sociale. Un effort gouvernemental massif dans ce sens rapporterait rapidement des dividendes à tous les contribuables du pays.

Les trois ans d'exemption d'impôt devraient être portés à six ans pour les nouvelles industries dans les régions désignées, car rares sont les industries qui peuvent réaliser un profit substantiel durant leurs trois premières années d'existence. Une exemption de six ans serait un attrait formidable. Il y aurait peut-être lieu, cependant, de définir avec plus de précision le genre d'industries qui pourraient bénéficier de l'exemption de six ans. Il devrait s'agir surtout d'industries à caractère permanent et qui serviraient de base à d'autres petites industries satellites. N'y aurait-il pas également lieu de modifier la formule uniforme actuelle de l'impôt sur le revenu? Puisque l'opportunité et l'activité économiques sont inégales dans les différentes régions du pays, pourquoi ne pas adapter les taux d'impôts en conséquence?

A ce propos, j'aimerais citer quelques passages d'un article paru dans *Revue Économique*, de septembre 1963. Il s'agit d'un article de Jean Cadieux, professeur à l'Université de Moncton, intitulé:

Quelques considérations sur l'impôt.

Tous les Canadiens sont égaux devant la loi, tous les Canadiens sont égaux quant aux avantages sociaux. Tous les Canadiens ne sont pas cependant égaux par rapport à l'activité économique. Il y a au pays des régions où le niveau de vie est beaucoup plus élevé que dans d'autres. C'est un phénomène simple, puisque la nature a doté ces régions de richesses que l'on ne retrouve pas ailleurs.

Si l'activité économique et la possibilité d'emploi ne sont pas la même partout au pays, je me demande s'il n'y aurait pas lieu de modifier la conception de l'impôt sur le revenu. Pourquoi une même table d'impôt partout au pays?

Notre assiette d'impôt prévoit des exemptions pour chaque enfant, ou personne à charge. Pourquoi ne pourrait-elle pas prévoir une exemption additionnelle selon la région où l'on vit?

Je crois qu'une telle réduction d'impôt, appliquée aux régions défavorisées, aiderait grandement à relever l'économie de ses plus faibles chaînons, et, par conséquent, renforcerait la chaîne économique nationale d'un océan à l'autre. Nous verrions dans très peu d'années un nivellement sensible de l'économie dans toutes nos régions, et alors tous les contribuables, partout au pays, pourraient contribuer à l'impôt à part égale. En d'autres mots, la perte temporaire de revenu que causeraient ces réductions ou exemptions serait rapidement compensée dans quelques années par des sources nouvelles de taxation.

(Traduction)

Il y a une entreprise qui aiderait énormément la région atlantique, c'est la construction de l'usine marémotrice de la Passamaquoddy qui, en domestiquant l'énergie des